

Assemblée générale de l'Amicale du 13 mars 2019

Notre assemblée s'est tenue le 13 mars 2019 en présence d'une vingtaine de nos membres, sous la présidence de Pierre Méhaignerie.

Anne-Marie Catherin, secrétaire générale de l'amicale, souhaite la bienvenue aux présents. Nous avons reçu 45 procurations de nos amis de province et même de Paris qui ne peuvent se déplacer. Nous sommes une association d'anciens, qui vieillissent ou qui disparaissent ... plusieurs de nos amis nous font part de leur problème de santé qui les empêche de venir, mais ils sont toujours passionnés de politique, et beaucoup regrettent de ne pas être avec nous. L'un d'eux m'a dit : avec Méhaignerie, Bayrou et Barrot, c'est le MRP qui continue et il doit pouvoir influencer la politique actuelle.

Nous sommes heureux d'être bien accueillis, ici, merci le Modem. La rénovation de la belle salle Jean Lecanuet permettra la tenue de bons débats en cette année d'élection européenne.

Pour nous cette année a été un peu difficile pour l'animation de l'amicale. Nous avons réussi à sortir 2 bulletins de liaison, et avons eu 3 réunions de comité directeur. Notre président est très occupé, et personnellement j'ai eu encore des soucis de santé qui m'ont handicapée. Bruno Coiraton toujours fidèle et organisé est toujours présent et actif et je le remercie pour son aide précieuse. Je remercie également Gilles Bossy pour sa disponibilité et pour son écriture.

Il y a un an nous pensions pouvoir rencontrer les députés du Modem pour voir avec eux comment ils influencent la politique majoritaire.

Nous nous réjouissons d'avoir avec nous Jean-Noël Barrot, député modem dans le groupe en Marche, vice-président de la commission des finances, et nouveau secrétaire général du Modem remplaçant Marc Fesneau devenu Ministre des relations avec le parlement. Jean-Noël Barrot est surtout pour nous le fils de Jacques et petit-fils de Noël Barrot.

Dans cette période agitée, il y en a eu d'autres, nous sommes heureux de sa présence. Nous le remercions vivement d'être avec nous et de nous dire comment il vit la vie politique en ce moment de tensions et d'incertitudes. Et comment il voit les élections européennes qui approchent. Merci de débattre avec nous.

Nous avons évoqué nos amis décédés dans l'année que nous avons cités dans le dernier bulletin de liaison.

Nous déplorons le décès en février d'un fidèle adhérent de Vincennes, Jean Pinta, 96 ans, décédé le 26 novembre. Ancien réfractaire au service du STO en 1943. Il s'engagea dans l'armée Rhin et Danube. Adhérent au CDS, il a été Conseiller municipal de Vincennes. Nous assurons son frère Claude de toute notre sympathie.

Pierre Méhaignerie, président, nous fait part de sa colère à cause du dernier livre de Philippe de Villiers qui maltraite l'histoire en proclamant des mensonges et des contre-vérités inadmissibles sur les pères de l'Europe. L'assemblée approuve son indignation.

Il se réjouit de la présence à nos côtés de Jean -Noël Barrot pour engager le dialogue sur la situation politique. Il propose quelques réflexions pour engager le débat.

L'actualité est riche en cette fin d'hiver avec ces épisodes successifs des Gilets jaunes et du grand débat, dont il faudra bien sortir, mais comment ?

Il évoque la situation de l'emploi dans son secteur de Vitré où de nombreuses entreprises tournent au ralenti par manque de compétences. Beaucoup de jeunes ne veulent pas travailler en CDI alors que des emplois stables leur sont proposés. Ils semblent s'accommoder de périodes d'emploi et d'aides sociales.

Le problème du logement est loin d'être résolu, on construit moins, la suppression de la taxe d'habitation pose des questions, comment sera-t-elle compensée ?

La loi hôpital de la ministre de la santé avec la nouvelle organisation territoriale des soins, la transformation du système de santé pose problème dans nos départements.

La loi NOTRe doit être modifiée. Avec cette loi de 2015 la France compte quatre échelons administratifs locaux qui se partagent des compétences : commune, intercommunalité, département et région. Cet empilement des échelons d'administration, les compétences partagées et les financements croisés sont souvent résumés par l'expression "millefeuille territorial". Cette organisation est souvent illisible pour le citoyen et nuit à l'efficacité de l'action publique des territoires.

Enfin Pierre Méhaignerie attire notre attention sur les 1250 agences publiques qui existent en France et qui, pour bon nombre d'entre elles, devraient être supprimées. Leurs missions sont souvent énigmatiques, inutiles et obscures, ce qui accroît la dépense et la complexité.

Jean- Noël Barrot : Il y a bien longtemps qu'on n'avait pas eu l'occasion de contribuer à la vie politique de manière active. Nous sommes centristes et En Marche. Le MODEM est au centre de gravité de la politique. Face aux textes qui nous sont proposés, ce qui nous distingue c'est une manière de travailler. Nous sommes sur une ligne de crête, ni progressistes, ni conservateurs. Nous défendons les valeurs des personnes, des familles, des associations. Nous soutenons la création de la banque de la démocratie, de la mise en place de la proportionnelle.

La sortie du grand débat ? Pour sa part le Modem a contribué au débat par Agoradem.fr la nouvelle plateforme de consultation publique sur les thèmes suivants :

La transition écologique, Le pouvoir d'achat, la fiscalité, les services publics, la démocratie, la transformation de l'Etat, l'Europe. Plus de 2000 contributions ont enrichi le débat.

Nous sommes sensibles aux problèmes des services publics de proximité (hôpitaux, maternités). Nous voyons bien que le tout numérique ne fonctionne pas avec une partie de la population. Il faut tenir compte de la diversité de situations géographiques et personnelles, réorganiser les compétences, laisser plus de liberté aux territoires.

Après les premières conclusions et un premier débat au parlement sans vote, viendront les décisions importantes sur la fiscalité (fusion de la CSG et impôt sur le revenu ?), baisse des impôts ? la fusion des aides...etc.

Le Modem a la volonté de collaborer avec le gouvernement en étant une force de propositions. JN Barrot lui aussi pense que la loi NOTRe est une erreur et qu'elle doit être modifiée. Sur la reconnaissance du vote blanc, il est pour. Dans le débat, discussion sur ce sujet, des avis opposés. Sur la Procréation médicalement assistée (PMA) qui viendra en discussion dans le cadre des Lois de Bioéthique, c'est un sujet très important sur lequel le Modem n'est pas assez documenté donc il n'a pas encore pris position.

Dans un débat , auquel participa un moment François Bayrou , discussion animée autour de la défense de notre conception de la **famille**, noyau dur de nos convictions : nous constatons les familles éclatées, l'augmentation des divorces, la pauvreté des femmes seules avec enfants, les problèmes de logement de ces familles. Autant de situations souvent insolubles pour les collectivités locales, malgré les aides sociales.

Sylvain Tranoy, élu de Cambrai évoque l'incompréhension des gilets jaunes et d'une majeure partie de la population face aux réalités économiques et ce qu'il a constaté en assistant à des réunions de gilets jaunes. L'addition de cette incompréhension et d'une exaspération multiple (chômage excessif, croissance des inégalités, assistanat, plus récemment érosion du pouvoir d'achat élément déclencheur, sentiment que rien ne bouge) forme un cocktail explosif dont sort le rejet et la haine des élites et des politiques, des médias, la revendication du RIC, sentiments exprimés dans les manifestations et sur les réseaux sociaux. Le gouvernement fera certainement de son mieux mais le mécontentement va demeurer. Comment faire prendre conscience à l'opinion publique des réalités économiques, comment la faire muter sur les 35 heures, sur l'ISF (réalité de l'exil fiscal depuis 1982), l'organisation du financement de la sécurité sociale (baisses des cotisations dites abusivement « patronales », étant toujours assimilées, à tort, à des « cadeaux faits aux patrons », alors que ces cotisations sont forcément répercutés sur les prix de vente), pour que la majeure partie de l'opinion adhère aux transformations proposées ou à proposer ?

Notre débat se poursuit sur *la proportionnelle* .Echanges variés, en général nous sommes pour . Mais il en faudrait en 15 % ? 25% serait trop.

Le vote obligatoire fait débat, on est pour, on est contre .En revanche unanimité sur le train de vie de l'Etat : alléger le nombre de fonctionnaires dans des secteurs qui ne touchent ni l'éducation, la santé ou la sécurité. Revoir le rôle et l'utilité du Conseil économique, social et environnemental, ainsi que certaines agences publiques.

Bernard FOSSET exprime son désaccord sur la notion de "*rente immobilière*" aujourd'hui injustement formulée. A l'heure où le débat fait rage autour de "l' I.S.F", on décrète ainsi que, seul le propriétaire immobilier (présumé "rentier" à partir d'un certain seuil) doit supporter le poids de cet impôt dénommé "I.F.I .Mais qu'est-ce qu'une rente? Une rente est un revenu et non un capital. Que l'on taxe un revenu, cela ne choque personne, si revenu il y a, mais taxer un capital inerte, en revanche (précepte socialiste) reste et restera toujours une aberration (on n'a pas oublié le paysan de l'île de Ré, contraint de vendre sa terre pour payer l'impôt ... Vieux débat, en vérité).

Actuellement, l'immobilier supporte déjà 4 taxations:

- à l'achat: droits d'enregistrement ou T.V.A immobilière sur le neuf (les fameux "frais de notaire...)
- chaque année, taxe foncière sur les propriétés bâties ou non bâties (dont on peut prédire une forte augmentation dans un contexte de suppression de la taxe d'habitation)
- à la vente : plus-value immobilière (que d'aucuns parlent même de rétablir sur la résidence principale? Comment alors déménager si on vous ponctionne les fonds nécessaires à l'investissement dans votre nouveau logement ?)
- au décès : droits de succession jusqu'à 45% en ligne directe.

A côté de cela, on trouve normal d'exonérer celui qui place ses "grosses" voire "très grosses" économies en lingots d'or , produits de luxe et même, tout simplement en assurance-vie à fonds euros, ne prenant, par là même, aucun

risque financier ...On marche sur la tête : taxons les fourmis mais ... exonérons les cigales! L'immobilier n'est-il pas, après tout, pour ceux qui ont pu y accéder, l'investissement de toute une vie?

A présent, les gilets jaunes et, semble-t-il, une majorité de français, réclameraient le rétablissement pur et simple de l'I.S.F. Dans cette hypothèse, ne suffirait-il pas alors, pour inciter à l'investissement économique, d'exonérer mais sous condition IMPERATIVE de emploi dans des produits à risque (actions, obligations, O.P.C.V.M qui pourraient être parfaitement listés ?

Moralité: on peut toujours chercher à additionner socialisme et "en même temps" libéralisme", la moyenne des 2 ne fera jamais le bon "centriste" ! ...

C'est ce que nous enseignait naguère notre bon vieux M.R.P ... Souvenons-nous!

Elections européennes : on n'a pas eu le temps d'en parler longuement. Jean- Noël Barrot a redit l'importance pour notre famille politique de militer activement pour l'Europe.

Le Modem aura 7 candidats sur les 30 premiers et fera campagne avec la liste Renaissance animée par Nathalie Loiseau qui était ministre chargée des affaires européennes dans le gouvernement depuis juin 2017. .

Le Brexit n'en finit pas de rebondir. A la date du 11 avril, le conseil des ministres européen vient de décider de reporter la fin du Brexit le 31 octobre. Les britanniques vont devoir voter pour les européennes .La France qui devait gagner 5 sièges (de 74 à 79 députés) va devoir revoir la composition de ses listes.

Comité directeur de l'Amicale : l'assemblée a désigné le comité directeur de notre amicale pour 3 ans.

Il se compose de : Gilles Bossy, Josette Buchou, Anne-Marie Catherin, Bruno Coiraton, Emmanuelle Corcellet-Prévost, Bernard Fosset, Jean Houot, Jean Jacques Jegou, Albert Kalaydjian, Pierre Kerlevoe, Christiane Lenabour, Pierre Méhaignerie, André Petit, Sylvain Tranoy.

Les comptes annuels de l'amicale ont été vérifiés par Madame Christiane Lenabour, commissaire aux comptes .Elle félicite notre trésorier pour son bon travail. Merci à tous les deux.

—